

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 08/03/2022

CHIFFRES ET TENDANCES DES CYBERMENACES : CYBERMALVEILLANCE.GOUV.FR DÉVOILE SON RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

Quelles ont été les grandes tendances de la menace observées en 2021 sur la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) ? Quelles furent les répartitions des cyberattaques chez les particuliers et les professionnels ? Hameçonnage, piratage de compte, faux support technique, rançongiciels, violation de données... quelles ont été les principales causes de recherche d'assistance en cybersécurité ? Enfin, quels outils et services ont été déployés pour répondre efficacement aux demandes d'assistance des victimes d'actes de cybermalveillance ? Le dispositif [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) répond à l'ensemble de ces questions dans son rapport d'activité annuel, qu'il publie aujourd'hui sur son site Internet.

Composé de six parties, le rapport détaille entre autres les missions du dispositif, un bilan chiffré des recherches d'assistance (nombre de parcours victimes, répartition des menaces par type de publics...) et apporte une analyse des grandes tendances observées cette année, dans un contexte marqué par la continuité de la crise sanitaire. **Quelles informations retenir de ce bilan ?**

De nouveaux services et contenus pour les publics

L'**actualité du dispositif** a été particulièrement riche, avec notamment :

- **Le lancement public du label ExpertCyber**, dévoilé dans le cadre de la Stratégie nationale pour la cybersécurité présentée par le président de la République le 18 février 2021. À la fin de l'année, ce sont **161 entreprises de services informatiques de toutes tailles qui ont été labellisées ExpertCyber** sur l'ensemble du territoire national ;
- **Le développement des actions de sensibilisation des collectivités**, avec la multiplication de nouvelles ressources destinées aux élus dans le but de les interpeller sur le sujet de la cybersécurité.

Concernant les missions de prévention et de sensibilisation, **27 nouveaux contenus d'assistance et de prévention** ont été mis en ligne sur la plateforme au cours de l'année passée, dont **sept fiches « réflexes » et « pratiques »**, pour toujours mieux répondre aux **attentes des publics** et les assister plus efficacement. Sur ces contenus, l'indice de satisfaction des internautes était de 98,25 %.

Les principaux chiffres de l'assistance en 2021

Que ce soit pour y trouver de l'information ou de l'assistance, la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) a vu sa **fréquentation** augmenter de 101% en 2021, avec près de **2,5 millions de visiteurs. 173 000 personnes sont venues chercher de l'assistance sur la plateforme.**

Chez les **particuliers**, les recherches d'assistance se sont portées sur l'**hameçonnage** (31%), le piratage de compte (19%) et le faux support technique (13%).

S'agissant des professionnels, que ce soit pour la catégorie « **entreprises et associations** » ou « **collectivités et administrations** », les rançongiciels ont été cette année la première cause de recherche d'assistance, avec respectivement 24 % et 20 %. **Le nombre de recherches d'assistance sur cette menace a progressé de plus de 95 %.**

Les grandes tendances observées en 2021

Un **record de visites** sur la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://www.cybermalveillance.gouv.fr) majoritairement centrées sur l'**assistance**, révélateur du besoin des populations face à une **recrudescence des activités cybercriminelles** (fausses poursuites pour pédopornographie, arnaques au Compte Personnel de Formation, chantage à la webcam prétendue piratée, fuite de données personnelles et notamment médicales, cyberharcèlement...).

Sur les **47 formes de cybermalveillance** traitées par l'outil d'**assistance en ligne** :

- L'**hameçonnage** (*phishing* en anglais) est en progression sous toutes ses formes (1,3 million de recherches d'information et d'assistance), notamment par SMS ;
- Le **piratage de compte** en ligne représente la deuxième place des principales menaces rencontrées aussi bien pour les particuliers que pour les professionnels, avec des effets parfois dévastateurs pour les victimes ;
- Les attaques par **rançongiciels** (*ransomware* en anglais), en forte hausse (+95 %), conservent la première place des menaces pour les entreprises et collectivités.

Pour télécharger le rapport d'activité détaillé, cliquez ici :

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/medias/2022/03/cybermalveillance-rapport-activite-2021.pdf>

Synthèse en infographie :

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/medias/2022/03/cybermalveillancegouvfr-bilan-2021.pdf>

À propos de Cybermalveillance.gouv.fr

Cybermalveillance.gouv.fr est le dispositif national d'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance, de sensibilisation aux risques numériques et d'observation de la menace sur le territoire français. Ses publics sont les particuliers, les entreprises (hors OIV et OSE) et les collectivités territoriales. Le dispositif est piloté par une instance de coordination, le Groupement d'intérêt public (GIP) ACYMA, composé d'une cinquantaine de membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif, et qui contribuent chacun à sa mission d'intérêt général.

Cybermalveillance.gouv.fr référence sur sa plateforme des professionnels en sécurité numérique, répartis sur tout le territoire français, pour venir en aide aux victimes. Depuis février 2021, le dispositif propose également aux entreprises et collectivités un accompagnement par des professionnels labellisés ExpertCyber pour la sécurisation de leur système d'information.

Contact presse : Pôle communication – email : presse@cybermalveillance.gouv.fr

NOS MEMBRES :

PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
MINISTÈRE DES ARMÉES
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE
ET DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

